

Publié dans **Le Monde** daté du samedi 20 juillet 2012 (page 18)

avec un commentaire du **Médiateur, Pascal Galinier**

Courrier

Politique

Jospin dans les pas de Mendès ?

La commission Jospin peut-elle relever le défi du désamour des gens pour la politique ? En encourageant une communication authentique qui restaure le lien social. En dissuadant le recours à la promotion ou aux lois d'affichage. Dire la vérité, préconisait Mendès France. Aussi écouter l'expertise d'usage des citoyens et les associer aux enjeux complexes des décisions publiques.

Par éthique républicaine PMF soutenait que le scrutin uninominal fonde une relation de confiance envers un élu responsable qui doit rendre compte de son mandat. Certes, une dose de proportionnelle répondra au souhait légitime de considérer le panorama complet des idées partisans.

Le cumul des mandats menace d'incompréhension tout élu qui ne s'en tient pas à un seul rôle. Ce mélange des genres ajoute aux confrontations habituelles, avec les intérêts particuliers et avec les lobbies, des conflits entre satisfactions locales et intérêt général.

La normalité, dans l'air du temps, la gentillesse, aujourd'hui moins ridiculisée, et des pratiques plus participatives ouvrent à l'intelligence collective la voie de la pédagogie et de la solidarité.

Pierre Zémor

conseiller d'Etat,

président d'honneur fondateur de *Communication publique*,
(association pour la communication des institutions publiques),
ancien président de la Commission Nationale du Débat Public

[voir l'intégralité du texte sur le blog « Le Monde des Lecteurs »]

ci-dessous :

Ethique républicaine : Jospin dans les pas de Mendés ?

Ou le critère de communication authentique

par Pierre Zémor

Le Président de la République attend de la "commission Jospin ", qui se réunit ce 25 juillet, des propositions pour rénover la vie publique et en assurer la déontologie. Rien de moins qu'une modernisation et une moralisation de la relation que les gens peuvent avoir avec le fonctionnement de la démocratie et avec la politique.

De nombreuses suggestions vont apparaître, tant il y a à combattre une certaine indifférence qui s'est installée vis-à-vis des conditions de l'action politique, voire une sorte de désamour de la chose publique due à la désagrégation du vivre ensemble.

Par bien des aspects, il s'agit de rétablir entre institutions, classe politique et citoyens une communication authentique. Plutôt que de satisfaire des modes en vigueur de la promotion ou de l'injonction, que de multiplier des lois d'affichage, il convient de développer des pratiques participatives qui associeraient mieux les citoyens aux enjeux des décisions essentielles et à la définition des politiques publiques.

Qu'est-ce qui aujourd'hui les en détourne ? D'abord, que ne soit pas claire la parole d'un député-maire ou d'un président d'une Communauté de communes - président de Région lorsqu'ils défendent, soit un territoire, soit une vision plus large de l'intérêt national.

Les conflits qui menacent la difficile compréhension de l'intérêt général ne proviennent pas seulement d'intérêts particuliers et de lobbies, mais de plus en plus des défenses d'intérêts locaux ou de situations sectorielles privilégiées.

Le cumul des mandats se heurte au principe évident de communication, d'être au clair avec son rôle pour bien se faire comprendre des autres.

De même, l'engagement responsable d'un élu qui aura à rendre des comptes sur le mandat qu'il a exercé, relève de la relation de confiance qui ne s'établit que par la voie de scrutins uninominaux, comme l'avait fortement soutenu Pierre Mendés-France au nom d'une exigeante éthique républicaine. Ceci n'exclut pas la fameuse dose de proportionnelle qui répond dans l'opinion au souhait légitime d'identifier le panorama des idées et des positions politiques.

D'une manière générale, pour chaque mesure proposée, la commission Jospin devra s'interroger sur la meilleure communication à assurer avec le pays, sur les dispositions qui favorisent l'écoute de l'expertise d'usage des citoyens et sur la place ouverte à la discussion.

Le chemin de l'intelligence collective vers la complexité et la globalité est plutôt escarpé. La concertation est la voie de la réduction des tensions dans la résolution de conflits, immédiatement traduits aujourd'hui en rapports de forces.

Afin de renforcer la légitimité de sa représentativité, le Parlement doit, lui aussi, trouver les moyens d'interroger fréquemment les opinions pour forger des propositions de loi que la société pourrait mieux s'approprier.

La normalité, qui est dans l'air, comme la gentillesse, qui paraît être une valeur à la hausse et moins ridiculisée, n'appellent-elles pas plus de pédagogie, plus de compréhension solidaire, plus de pratiques participatives* pour revivifier la démocratie ?

**Des pratiques participatives pour revivifier la démocratie représentative*, note publiée le 16 mai 2012 sur <mediapart.fr>